

logique lorsqu'ils parlent d'avantage relatif. Notre développement s'est appuyé sur les ressources tant renouvelables que non renouvelables. Nous sommes devenus tout naturellement un pays exportateur à cause de nos ressources renouvelables et non renouvelables.

Et puis avec le temps, d'autres pays ont découvert des ressources analogues aux nôtres ou des produits de remplacement qu'ils pouvaient écouler sur les marchés mondiaux. Nous sommes maintenant un pays qui compte surtout sur ses matières premières pour maintenir son niveau de vie actuel. Quand nos exportations vont mal, c'est tout le pays qui en souffre. Le déficit de notre compte courant est extrêmement élevé à l'heure actuelle. Dans le passé, l'équilibre était assuré grâce aux entrées de capitaux et aux emprunts contractés à l'étranger, mais maintenant nous n'arrivons plus à maintenir cet équilibre à cause de nos politiques monétaires et fiscales et en général de nos politiques en matière d'exportation et de commerce.

Le Canada s'en sort plutôt bien dans la production de marchandises durables et périssables, mais nous accusons un grand retard dans le secteur des services. Pour nous rattraper, nous sommes obligés de faire de gros emprunts. Notre économie tourne toujours autour de l'exportation de nos ressources naturelles et de matières brutes ayant subi un minimum de transformation. En ce qui concerne les véritables produits manufacturés, nous accusons actuellement un déficit d'environ 11 milliards de dollars. Il y a des gens qui n'ont pas l'air de s'en inquiéter, mais ils ont tort.

Un député a déclaré, il n'y a pas longtemps, que le Canada tirait tout simplement parti de ses avantages relatifs naturels traditionnels. Il a dit aussi qu'il ne fallait pas s'inquiéter outre mesure du fait que notre industrie manufacturière était stagnante. Il oublie que beaucoup de nos avantages naturels sont maintenant menacés du fait de la concurrence d'autres pays et parce que nous ne sommes pas parvenus à mettre sur pied une véritable industrie de transformation.

Dans le cours de l'évolution de notre économie, comme l'exportation des ressources principales revêtait une telle importance, c'est après la guerre que nous sommes devenus une véritable nation. Peut-être le Canada n'est-il qu'une petite ou moyenne puissance par rapport aux pays géants, mais notre population, qui n'était que d'environ 11 millions d'habitants à l'époque de la dernière guerre, n'en est pas moins passée aujourd'hui à 23 ou 24 millions d'habitants.

La Société pour l'expansion des exportations a été créée pour stimuler les exportations canadiennes à une époque où notre pays éprouvait des difficultés à ce chapitre, afin de maintenir, voire d'accroître, le nombre d'emplois dans notre pays. Dans la région d'où je viens, il y a une aciérie qui est située extrêmement loin du marché par rapport aux aciéries ontariennes. Au fil des ans, cette aciérie a beaucoup compté sur les produits semi-finis et la vente de rails à des pays sous-développés ou en voie de développement. L'aciérie en question a été dépendante des commandes de rails, et, tout au cours de la période où cette aciérie de Sydney a appartenu à l'État, elle a obtenu une aide importante de la Société pour l'expansion des exportations. Cette dernière a donc contribué au maintien, sinon à l'accroissement du nombre d'emplois dans cette région. Personne n'ignore, bien sûr, que le nombre d'emplois a diminué dans cette aciérie. Si on n'avait pas accordé de

Expansion des exportations—Loi

prêts faciles à des pays comme le Mexique, l'aciérie de Sydney compterait moins d'employés qu'elle n'en compte maintenant. Il y a, à Trenton, une autre usine, appartenant à la société Hawker-Siddeley, qui n'est parvenue à survivre que grâce à une aide importante.

Le but premier de la Société pour l'expansion des exportations, c'est d'inciter notre pays à profiter de ses avantages naturels et à stimuler son secteur des exportations, pour le bien de tous les Canadiens. On fait remarquer que, ces dernières années, la société a évolué et pris de nouvelles initiatives qui la font ressembler à une agence canadienne de développement international, par exemple elle a octroyé des subventions et des prêts à des compagnies canadiennes actives dans d'autres pays, mais qui employaient essentiellement les gens de ces autres pays. Il se peut que, dans certains cas, cela aide la balance de paiements et à la situation de l'emploi du Canada, mais c'est, à mon avis, le problème que devront résoudre ceux qui s'opposent à ce qu'on augmente les fonds de la Société pour l'expansion des exportations à ce moment-ci. La SEE a un rôle important à jouer, surtout à cette époque où nous savons que les pays du monde moins développés ont besoin d'aide. Néanmoins, par rapport aux États-Unis, à la Russie, au Japon, à l'Allemagne de l'Ouest et à la plupart des autres pays de la Communauté économique européenne, le Canada est encore un pays en développement. Pour cette raison, nous avons besoin du genre d'activité dont j'ai parlé dans les deux exemples que j'ai donnés.

● (1602)

Certains de nous croient, et quelques-uns très fermement, que la Société pour l'expansion des exportations a dépassé son but original. Elle va trop loin en permettant à certaines corporations multinationales de se servir de ses fonds pour créer des emplois au Guatemala et en Indonésie en réalisant des projets comme l'usine d'Inco de Sudbury.

Nous sommes au courant du travail qu'effectue Eric Kierans à l'Université McGill sur les reports d'impôts se rattachant à ce genre de choses. Si les corporations multinationales ont environ 11 milliards de dollars de reports d'impôts, et c'est à peu près le cas si on fait une légère interpolation à partir des derniers chiffres publiés dans ceux de la CALURA, et pourtant il n'y a pas d'investissement réel dans le matériel, les usines et les fabriques au Canada, dont la plupart fonctionnent à environ 80 p. 100 de leur capacité, alors il y a une contradiction apparente.

Les politiques fiscales du gouvernement actuel ont bien aidé ces sociétés importantes. C'était particulièrement le cas quand John Turner était ministre des Finances. Le nombre de remises d'impôt accordées pendant cette période de deux ou trois ans est assez renversant. A cause des mesures de ce genre et du fait que ces sociétés ont pu conserver leurs gains, bon nombre d'entre elles ont maintenant beaucoup de disponibilités. Certaines manquent de liquidités ou de capitaux, mais bon nombre ont beaucoup de valeurs disponibles.

Vu l'argent qu'elles ont pu épargner en conservant leurs gains et vu l'aide que leur a donnée le gouvernement en leur accordant des crédits d'impôt et d'investissement de tous genres, y compris les remises d'impôt que j'ai déjà mentionnées, nous ne comprenons pas pourquoi les sociétés n'utilisent pas cet argent pour créer des emplois pour les Canadiens. En théorie, les économies sont confiées à des compagnies d'assu-